Neuvième Assemblée
Genève, 24-28 novembre 2008
Point 13 de l'ordre du jour
Examen des demandes présentées en application de l'article 5

**DÉCLARATION D'EXÉCUTION DES OBLIGATIONS DÉCOULANT DE
L'ARTICLE 5 DE LA CONVENTION SUR L'INTERDICTION DE
L'EMPLOI, DU STOCKAGE, DE LA PRODUCTION ET DU TRANSFERT
DES MINES ANTIPERSONNEL ET SUR LEUR DESTRUCTION**

Présentée par la France*

La *France* déclare avoir détruit toutes les mines antipersonnel dans les zones sous sa juridiction ou son contrôle où la présence de mines antipersonnel était avérée ou soupçonnée, ou veillé à leur destruction, conformément à l'Article 5 de la Convention. La France déclare s'être acquittée de cette obligation le 29 mai 2008.

Au cas où des zones minées précédemment inconnues seraient découvertes après cette date, la France:

- i) Signalerait ces zones minées conformément aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 7 et pourrait à son gré faire part de cette information dans tous autres cadres informels tels que le programme de travail de l'intersession, y compris les réunions des Comités permanents;
- ii) Veillerait à empêcher les civils de pénétrer dans ces zones minées, conformément à l'article 5;
- iii) Détruirait toutes les mines antipersonnel dans ces zones minées, ou veillerait à leur destruction, de toute urgence, le cas échéant en faisant connaître aux autres Etats parties ses besoins en assistance.

* Ce document est reproduit dans la langue originale et sans édition, tel que reçu par le Secrétariat.